

MUTUELLES-QUESTIONS/RÉPONSES RÉTABLIR LA VÉRITÉ !

👉 Pourquoi la CGT est-elle intervenue ?

La CGT a été saisie par plusieurs agents ayant reçu un courrier du Maire, daté du **16 décembre 2025**, leur demandant de **changer leur mode de prélèvement de mutuelle au 1er janvier 2026**, au motif que la convention avec le **CIG de Versailles** était terminée depuis 2022. (voir en fin de page)

Notre rôle syndical est de répondre aux interrogations des agents et d'interpeller l'employeur.

👉 La convention avec le CIG concerne-t-elle les mutuelles des agents visés ?

Non. La convention évoquée concerne **Harmonie Mutuelle**, et n'est plus d'actualité depuis des années !

Les mutuelles des agents concernés **n'ont aucun lien avec cette convention. C'est ce point précis que la CGT a rappelé dans son courrier adressé au Maire.**

👉 Le Maire a-t-il répondu à la CGT ?

Non. Le courrier de la CGT adressé au Maire est resté sans réponse. En revanche, la DRH a répondu à l'ensemble des agents par un mail qui :

- ne répond pas à la question posée,
- change l'argumentaire,
- et met en cause la CGT ainsi que 25 agents.

👉 Les 25 agents concernés sont-ils « favorisés » ?

Absolument pas. Ces agents :

- ont **tous un contrat individuel de mutuelle**,
- transmettent **leur attestation de labellisation**, comme tous les autres agents,
- ne bénéficient d'**aucun avantage financier supplémentaire**.

La seule différence est **le mode de prélèvement**, organisé historiquement par la collectivité.

👉 Pourquoi leur mutuelle est-elle prélevée sur la fiche de paie ?

Parce que, lors de leur embauche :

- le livret d'accueil comprenait des formulaires d'adhésion à différentes mutuelles,
- les agents choisissaient, s'ils le souhaitaient, librement leur mutuelle,
- le service RH transmettait l'adhésion aux mutuelles concernées,
- et la cotisation était prélevée sur le bulletin de salaire de ces agents.

Cette organisation a été **mise en place et proposée par la collectivité**, pas par les agents.

↳ Est-ce une décision de la CGT ?

Non. La CGT n'a **jamais décidé** du mode de prélèvement des mutuelles !

Si cette pratique était contraire à la réglementation :

- elle relève **exclusivement de la responsabilité de l'employeur**,
- et de la DRH qui l'a instaurée et maintenue pendant des années

Et peut-être fallait-il alors l'indiquer aux agents sans attendre une intervention écrite de la CGT...

↳ Qui était responsable des RH à l'époque ? Pas la CGT ni aucun de ses membres actuels !

La DRH de l'époque :

- Était **DRH** de très nombreuses années puis également **DGS**,
- et est aujourd'hui **adjointe au Maire depuis 7 ans**.

Il est donc injuste et malhonnête de faire porter aujourd'hui la responsabilité d'une pratique qui serait « non conforme à la réglementation, et appliquée sans délibération » :

- aux 25 agents encore présents « *depuis de nombreuses années* »
- ou à la CGT qui interpelle au nom de ces agents

↳ Les agents ont-ils la participation employeur sans transmettre leur attestation de labellisation de leur mutuelle ?

Non. C'est faux.

Les agents concernés transmettent leur attestation chaque année, exactement comme l'ensemble des agents de la collectivité. Aucune différence.

↳ Le vrai problème, alors, c'est quoi ?

Le vrai sujet est le suivant :

- Pourquoi un **changement brutal** de mode de prélèvement au 1er janvier 2026 ? (Courriers reçus le 16 décembre 2025)
- Pourquoi un **motif erroné** invoqué dans le courrier du Maire reçu par les agents le 16 décembre 2026 ? (prétexte qu'il n'y avait **plus de convention mutuelle avec le CIG depuis 2022 !**)
- Pourquoi **aucun délai raisonnable** laissé aux agents pour effectuer les démarches ?
- Pourquoi aucune réponse factuelle du Maire, **mais une prise de position personnelle de la DRH** indiquant : « *qu'ils tentent d'être le plus conforme possible avec la réglementation* » et qui indique « *une injustice et une iniquité entre agents* » ? Sujets non évoqués dans le courrier du Maire.

👉 Que demande la CGT ?

La CGT a demandé à monsieur Le Maire :

- des **explications factuelles**, sur le courrier reçu par les agents puisque la convention CIG n'avait aucun lien avec leur mutuelle individuelle
- un **délai raisonnable** pour les agents concernés, de faire le nécessaire si dorénavant le service des ressources humaines souhaite un changement
- le **respect des agents et des organisations syndicales** qui se questionnent sur les faits, les motifs erronés d'un courrier et les délais très courts pendant les fêtes de fin d'années

Parler d'« iniquité » sur ce sujet est d'autant plus déplacé que les vraies iniquités concernent:

- les rémunérations,
- les primes,
- les évolutions de carrières,
- les conditions de travail,
- l'accès aux formations, aux droits du son CPF,
- le maintien dans l'emploi pour les agents porteurs d'handicap,
- les heures grossesses, les jours enfants malades, la journée de solidarité, le maintien à titre préventif du plein traitement lorsque cela dépend d'une lenteur administrative, ...

👉 La CGT va-t-elle continuer à intervenir, lorsque les agents l'interpellent ?

Oui. La CGT continuera :

- à défendre **tous les agents**,
- à refuser toute **stigmatisation**,
- à demander des **réponses**, pas des insinuations ou des jugements de valeurs contre notre syndicat.

Vous pouvez ne pas aimer la CGT à 100% mais la CGT est 100% à vos côtés

Courrier reçu par les 25 agents
« présents depuis de
nombreuses années »
demandant aux agents de
prendre un contrat à titre
individuel (**ce qui est déjà le cas**)
Qui demande de changer avant
le 1^{er} janvier le mode de
paiement (**délai : 15 jours
pendant les fêtes de fin
d'années**)

Qui évoque la convention CIG
qui se serait terminée en 2022
(**aucun lien avec les autres
mutuelles non conventionnées
par le CIG**)

